

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE MAPUCHE
LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES MAPUCHE
LIBERTÉ POUR ELENA VARELA

Chroniques d'un État policier et discriminatoire

La Présidente du Chili, Michelle Bachelet, en visite officielle à Paris, recevra la communauté chilienne dans la matinée de vendredi 29 mai dans un salon d'un grand hôtel proche de l'Opéra.

À cette occasion, nos comités et associations de défense des droits de l'homme et des peuples indigènes souhaitent informer l'opinion qu'au lendemain de la visite au Chili, début avril, de M. James ANAYA, rapporteur des Nations Unies sur la situation des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales des Peuples Indigènes, de violentes perquisitions ont été menées par les forces spéciales policières dans plusieurs communautés mapuche au sud du Chili. D'importantes rafles ont été menées simultanément dans différentes villes de la région ainsi qu'à Santiago entraînant l'arrestation et la mise en détention provisoire de plusieurs dizaines de Mapuche.

À ce jour, 50 Mapuche sont emprisonnés, 15 sont assignés à résidence sous contrôle judiciaire en attente de leur procès. 3 sont réfugiés, l'une en Suisse, les deux autres en Argentine. 6 militants chiliens solidaires de la cause mapuche sont assignés à résidence, en attente de leur procès.

En début d'année, l'avocat Lorenzo Morales, a eu son domicile perquisitionné ainsi que celui de sa mère 24 heures avant la tenue du procès du Lonko Avelino Meñaco, dont il assurait la défense.

Mais la répression au Chili s'étend aussi à ceux qui s'intéressent ou se solidarisent à la cause mapuche. Deux jeunes cinéastes français ont été arrêtés sans motif, le 20 mars 2008, puis détenus au commissariat de Collipulli et leur matériel audiovisuel saisi. Le 7 mai suivant, deux reporters italiens se sont fait expulser du pays après avoir réalisé un reportage dans une propriété de l'entreprise forestière Mininco. Le même jour, la documentariste chilienne Elena Varela, après avoir eu sa maison longuement perquisitionnée, et son matériel cinématographique et documentaire saisi, a été arrêtée et mise en détention préventive. Elle a subi de longs interrogatoires accompagnés de menaces graves envers son entourage et particulièrement sa fille. Elle a été mise en liberté provisoire trois mois plus tard. Son procès est reporté au 5 juin prochain. Un montage politico-judiciaire a permis au Procureur du tribunal de Rancagua de réclamer contre elle une condamnation de 15 ans de prison.

Dimanche 17 mai, Marcelo Garay, journaliste de « La Nacion », membre de l'Association Nationale des journalistes du Chili, a été interpellé et son matériel saisi alors qu'il photographiait un édifice privé. Le même jour, une centaine de gendarmes lourdement armés ont encerclé la maison du journaliste Jorge Fernando Serey Baeza, une dizaine d'entre eux ont pénétré chez lui, sans mandat, et ont perquisitionné toute sa maison. Les deux journalistes ont déposé une plainte auprès de la Cour d'Appel de Temuco. À plusieurs reprises au cours des dernières années, des avocats de dirigeants mapuche ont fait l'objet d'écoutes téléphoniques, de menaces et de perquisitions de leur cabinet.

Il s'agit là d'une véritable persécution de la part de l'Etat chilien qui n'hésite pas à continuer d'appliquer la loi dite « antiterroriste », mise en place par Pinochet à l'encontre des opposants à la dictature, et appliquée à présent aux membres des communautés mapuche qui revendiquent leurs terres usurpées par l'Etat, les colons et les entreprises forestières multinationales. La Présidente Michelle Bachelet avait promis que cette loi ne serait pas appliquée durant son mandat. Nous dénonçons la « POLITIQUE RACISTE ET COLONIALE » de l'État chilien à l'encontre des communautés indigènes. Nous dénonçons l'ÉTAT POLICIER qui criminalise le peuple Mapuche et tous ceux et celles qui soutiennent ses revendications.

**LE RASSEMBLEMENT PRÉVU À L'OPÉRA VENDREDI 29 MAI À 11 HEURES
EST REPORTÉ À LA MEME HEURE PLACE DU PALAIS ROYAL**

À l'appel des associations APATAPELA (Marseille), Colores Latino (Lille), Cordillera (Villeneuve d'Ascq), Pueblo (Paris), Terre et Liberté pour Arauco (Arcueil), du Collectif pour les Droits de l'Homme au Chili (France), du Comité Mapuche Belgique (Bruxelles), du CSIA Nitassinan, de l'Org. Kakiñe (Paris), du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), du Réseau d'Information et de Soutien au Peuple Mapuche (Paris),